

Traduction du discours de Daniel Hannan Université d'été du MPF Paris 20-21sept 2008

C'est un honneur pour moi d'être parmi vous aujourd'hui, invité par le seul parti en France qui a toujours su parler honnêtement, avec courage et patriotisme.

Et c'est un honneur d'être ici aux côtés de mes chers amis, Philippe de Villiers, Patrick Louis et Paul-Marie Coûteaux. Ces hommes sont les héros français du Parlement européen. Mais ils sont aussi les héros de tous ceux qui sont attachés à la liberté en Europe.

Votre combats, mes chers amis, est le combat de toutes les nations. Lorsque vous avez voté contre la Constitution européenne en 2005, votre bulletin a été un vote par procuration pour des centaines de millions d'autres européens. Ce fut un grand moment pour la France, et un grand moment pour la démocratie. Jamais au cours de ma vie, l'honneur de votre pays n'aura brillé avec autant d'intensité que ce jour là.

Vous avez des alliés et des admirateurs dans chacun des autres pays d'Europe. Et nous, aussi, avons aussi toujours eu une certaine idée de la France. Et cette idée ne repose pas simplement sur vos incomparables paysages, sur la gloire de votre langue, sur la richesse de votre cuisine, et sur la durée de votre histoire. Notre idée de la France est celle d'un pays souverain, de la France comme puissance indépendante.

Permettez-moi d'illustrer ce que je veux vous dire par une petite histoire. Le plus francophile des députés ayant jamais siégé aux communes s'appelait Sir Harold Nicolson. En 1940, son monde s'est écroulé. Il s'est montré bien plus catastrophé par l'occupation de la France que par la perspective, alors presque certaine de la chute de la Grande Bretagne. La civilisation européenne, écrivait-il, ne pouvait exister que si la France était elle-même. Le monde entier, poursuivait-il, souffrait de la disparition de la souveraineté de la France.

Immédiatement après la Libération, Nicolson prit le premier ferry à destination de la France. Lorsqu'il débarqua à Dieppe, il s'inclina pour toucher le sol. Un porteur le vit et lui demanda : "Monsieur a perdu quelque chose ?" Nicolson lui répondit : "Non, j'ai retrouvé quelque chose".

Et ceci, chers amis, est ce que la reste de l'Europe a ressenti aussi le 29 mai 2005 lorsque la nouvelle s'est répandue du NON français. Nous aussi, nous avons retrouvé quelque chose.

Quelle fut la réaction de nos maîtres à Bruxelles ? Ont-ils accepté le verdict du peuple ? Ont-ils tenté de modifier leur projet afin qu'il corresponde aux souhaits du peuple ? Non. La constitution fut ramenée à la vie sous la forme d'un zombie appelé Traité de Lisbonne. Il y a quinze jours à peine, j'ai eu l'occasion d'assister à Londres à un discours du père de la Constitution, Valéry Giscard d'Estaing. Il a admis avec une admirable franchise que la seule modification de son texte aura été une remise en forme destinée à le rendre illisible.

Aujourd'hui, ce texte a été rejeté 3 fois. Par 55% des électeurs Français, par 62% des électeurs néerlandais, et par 54 % des électeurs irlandais. Et, croyez-moi quand je vous dis qu'une proportion encore plus grande de l'électorat britannique aurait voté non !

Toutefois, le processus de ratification se poursuit quand même. La plupart des éléments importants dans la Constitution - le service diplomatique européen, la Charte des droits fondamentaux, l'intégration des la justice et des affaires intérieures - ont déjà été mis en œuvre tout comme si la Constitution avait été approuvée et était légalement en vigueur.

Les leaders de l'Europe ont en quelque sorte repris les mots terrifiants de Berthold Brecht : "Ne serait-il pas plus facile de dissoudre le peuple et d'en élire un autre à sa place ?"

Et bien, mes chers amis, Nicolas Sarkozy peut bien avoir renversé le résultat de votre référendum, mais vous avez une nouvelle occasion de vous faire entendre. Le 4 juin, il vous reviendra d'élire vos représentants au Parlement européen. Vous aurez le choix entre ceux qui conçoivent leur rôle comme celui de porter à Bruxelles la voix de la France, et ceux qui pensent devoir être les porte-parole de Bruxelles en France. Vous aurez le choix entre la stagnation et le renouveau, entre la technocratie et la démocratie, entre la servitude et la liberté. Vous pouvez non seulement réélire ces trois champions, mais bien d'autres aussi, qui, comme eux, parleront pour la France et tous les peuples d'Europe. Sachez que, agissant ainsi, vous ne manquerez jamais d'amis.